

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

Avignon, le 8 juin 2009



Mr Christian GONNET
Président de la COVE
Hôtel de la Communauté
Route de Mazan – BP 85
84203 - CARPENTRAS

XAVIER BERNARD

VICE-PRÉSIDENT

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION
DÉVELOPPEMENT LOCAL
ET TRAVAUX

Maire d'Entrechaux

Monsieur le Président,

Dans mon courrier du 11 mai 2009, je vous faisais part de mes vives inquiétudes et réserves relatives à l'attitude du groupe Schweitzer et Mauduit, en ce qui concerne la fermeture du site des papeteries de Malaucène. Je vous proposais que nous unissions nos efforts pour charger un cabinet indépendant de la recherche d'un repreneur.

Je suis particulièrement surpris, un mois après, de n'avoir reçu aucune réponse, alors que j'apprends, d'une part, par voie de presse et d'autre part dans un courrier que vous avez adressé à Monsieur le Secrétaire du Comité d'Entreprise le 27 mai 2009, votre rejet de cette proposition.

Je vous rappelle que face à cette situation dramatique, j'avais sollicité que, sous l'autorité de la COVE, soit conduite une recherche active, par un cabinet spécialisé, d'un repreneur pour ce site industriel, recherche financée par les collectivités, donc indépendante de la Direction du Groupe. Rien ne s'oppose à ce que cette recherche se fasse en parallèle avec celle conduite par « Altedia » : face à de tels enjeux, abondance de bien ne peut nuire.

Conseil général de Vaucluse
Hôtel du Département
Rue Viala
84909 AVIGNON CEDEX 9

Téléphone
04 90 16 10 69
Télécopie
04 90 16 10 70
www.vaucluse.fr

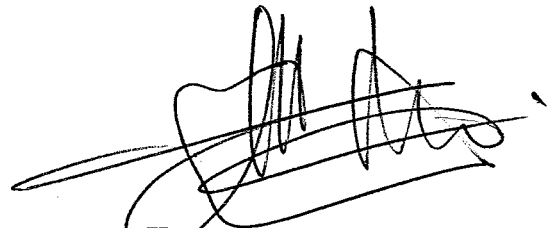
La Région et le Département m'ont signifié leur accord pour cofinancer avec vous cette opération. Le Conseil Général a sollicité, bien évidemment, l'intervention de son agence Vaucluse Développement qui a actionné tous ses réseaux. Mais la reprise d'un tel site est l'affaire de cabinets spécialisés. L'urgence commande que nous nous dotions, en la circonstance, des moyens les plus adaptés et que nous mettions toutes les chances du côté des salariés qui sont en passe de perdre leur emploi.

.../...

Je vous demande donc, solennellement, Monsieur le Président, le réexamen de ma requête par la Commission Economique et le Conseil Communautaire de la COVE.

Les circonstances exigent notre intervention.

Dans cette attente, je vous assure, Monsieur le Président, de ma parfaite considération.



Xavier BERNARD